

enquête. Les Canadiens, après avoir examiné les lieux, ont conclu que le véhicule avait été détruit par une mine et, comme la route est très fréquentée, ils ont conclu aussi que la mine avait été placée après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les autres membres de la Commission ont reconnu qu'il s'agissait d'une mine, mais deux des membres soutenaient fermement qu'elle avait dû être placée avant le cessez-le-feu.

Après Cantho, nous prîmes l'avion pour Saigon et fîmes bientôt en route vers Vientiane, capitale du Laos. Après une réunion d'information avec les représentants canadiens, j'eus un long entretien avec le premier ministre, le prince Souvanna Phouma. Tout en reconnaissant les liens directs entre la guerre au Vietnam et l'utilisation du territoire laotien à des fins militaires, le prince a exprimé le souhait qu'une certaine participation internationale à l'avenir du Laos soit assurée grâce à la remise en activité de l'ancienne Commission internationale de contrôle. Un cessez-le-feu a été réalisé. Mais les deux parties en présence au Laos n'ont pu trouver un terrain commun d'entente militaire concernant les modalités du désengagement et de la surveillance. Tant qu'elles ne seront pas entendues à ce sujet, nous ne pourrons pas prendre une décision au sujet de la participation canadienne éventuelle à une commission réactivée au Laos.

J'ai également eu des entretiens à Vientiane avec les dirigeants du Pathet Lao. Je leur ai parlé du cas de M. Lloyd Oppel, ce missionnaire canadien qui a été fait prisonnier au Laos en octobre dernier. J'ai été franchement choqué d'entendre le général Phoum Sipraseuth me dire que la libération de M. Oppel serait retardée jusqu'à ce que l'on ait conclu certains arrangements politiques internes au Laos. Je lui ai répondu sans ambages qu'il ne pouvait y avoir de liens entre l'emprisonnement prolongé d'un citoyen canadien non combattant et les événements politiques dans ce pays. Il m'a alors promis de faire rapport de ma position à ses supérieurs. J'ai aussi soulevé cette question au cours de mes entretiens avec les dirigeants de Hanoi, qui m'ont à leur tour promis de voir ce qu'ils pourraient faire.

Nous sommes partis tôt le dimanche matin pour Hanoi. Peu après notre arrivée dans cette ville, j'ai pu m'entretenir avec le premier ministre Pham Van Dong et le ministre des Affaires étrangères Nguyen Duy Trinh. A la fin de notre entretien, mes hôtes me proposèrent une visite de la ville.

Vous ne serez pas étonnés d'apprendre que tous mes entretiens avec les chefs politiques de Hanoi et de Saigon ont porté principalement sur le maintien de la participation canadienne à la Commission.

Comme je vous l'ai déjà dit, tous les dirigeants avec lesquels je me suis entretenu étaient d'avis que le Canada devrait continuer à siéger à la Commission. La plupart des dirigeants ont souligné que le retrait prochain du Canada aurait de graves conséquences. J'ai également reçu des communications dans ce sens des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Indonésie et de la Chine. Je n'ai pris aucun engagement avec qui que ce soit à l'époque, et je n'en prends aucun aujourd'hui, quant à ce que sera notre réponse, puisque le gouvernement poursuit son étude de la question.